

# **SOMMAIRE**

## **LA DÉCROISSANCE**

**Bruno Clémentin et Vincent Cheynet**

**page 2**

## **A BAS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ! VIVE LA DÉCROISSANCE CONVIVIALE !**

**Serge Latouche.**

**page**

## **À LA CONQUÊTE DES BIENS RELATIONNELS**

**Mauro Bonaiuti**

**page**

## **POINT D'EFFICACITÉ SANS SOBRIÉTÉ MIEUX VAUT DÉBONDIR QUE REBONDIR**

**François Schneider**

**page**

## **L'ABONDANCE DURABLE**

## **LA MAÎTRISE DU DÉVELOPPEMENT COMMENCE PAR CELLE DES USAGES**

**Jean Depuydt**

**page**

## **J'ai fait un cauchemar**

**Bernard Ginisty**

**page**

## **LA DÉCROISSANCE DÉCROISSANCE ÉCONOMIQUE, CROISSANCE HUMANISTE**

La crise écologique est avant tout le révélateur de l'impasse politique, culturelle, philosophique et spirituelle dans laquelle s'enfonce notre civilisation. La guerre que livrent nos sociétés "modernes" à la Terre est le reflet de la guerre que livre l'humain des pays riches à sa conscience.

Conditionné par l'idéologie de consommation, prisonnier d'une foi aveugle en la science, notre monde cherche une réponse qui ne contrarierait pas son désir exponentiel d'objets et de services, tout en ayant bonne conscience.

Le concept éthique de "développement durable" a répondu à point à cette attente. Ce terme doit désormais rejoindre sa place, c'est-à-dire le rayon des tartes à la crème.

Chaque fois que nous apportons une réponse inadaptée à un problème, nous l'amplifions globalement, même si nous avons l'illusion de le soulager sur l'instant. Si les solutions techniques sont importantes, notre devoir est de les conditionner à nos choix démocratiques. Nous retrouvons là la dimension qui fait notre humanité : la recherche de sens.

La décroissance soutenable et conviviale ne permet pas de tricher. Elle nous impose de regarder la réalité en face, et d'exister dans toutes nos dimensions pour avoir la capacité d'affronter le réel et de traiter les problèmes.

Face aux discours mortifères de marchandisation du monde, de bestialisation de nos existences et de soumission aux idéologies dominantes, notre planète nous renvoie continuellement à une réflexion sur notre condition humaine. De fait, le vaisseau spatial biologique Terre nous invite à vivre pleinement notre humanité.

**Vincent Cheynet**

## LA DÉCROISSANCE SOUTENABLE

**La contestation de la croissance économique est un fondement de l'écologie politique. Il n'est pas de croissance infinie possible sur une planète finie. Trop dérangeante, car en rupture radicale avec notre développement actuel, cette critique fut vite abandonnée au profit de concepts plus souples, comme le "développement durable". Pourtant, rationnellement, il n'existe guère d'autres voies pour les pays riches (20% de la population mondiale et 80% de la consommation des ressources naturelles) que de réduire leur production et leur consommation afin de "décroître".**

Il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre qu'un individu, ou une collectivité, tirant la majeure partie de ses ressources de son capital, et non de ses revenus, est destiné à la faillite. Tel est pourtant bien le cas des sociétés occidentales, puisqu'elles puisent dans les ressources naturelles de la planète un patrimoine commun, sans tenir compte du temps nécessaire à leur renouvellement. Non content de piller ce capital, notre modèle économique, fondé sur la croissance, induit en plus une augmentation constante de ces prélèvements. Les économistes ultra-libéraux comme les néo-marxistes ont éliminé de leurs raisonnements le paramètre "nature", car trop contrariant. Privé de sa donnée fondamentale, notre monde économique et social se trouve ainsi déconnecté de la réalité physique et fonctionne dans le virtuel. Les économistes vivent en fait dans le monde religieux du 19<sup>e</sup> siècle où la nature était considérée comme inépuisable. Nier la réalité au profit d'une construction intellectuelle est le propre d'une idéologie. Nous pouvons donc considérer que l'économie actuelle est avant tout de nature idéologique, fût-ce par défaut. La réalité est plus complexe, car le système économique est en fait largement livré à lui-même, sans contrôle politique.

### L'OBJECTIF D'UNE ÉCONOMIE SAINE

Nous nommerons *économie saine* un modèle économique qui, au minimum, ne toucherait pas au capital naturel. L'idéal serait de reconstituer le capital naturel déjà détruit. Mais, le premier objectif d'une humanité vivant sur les revenus de la nature constitue déjà un défi extraordinaire. Nous pouvons même nous demander si cet objectif est encore réalisable, et si le point de non-retour n'a pas déjà été franchi. De toute manière, cet objectif est le seul envisageable pour l'humanité, tant d'un point de vue moral que scientifique.

Moral, car il est du devoir, de la responsabilité de chaque individu et de l'humanité de préserver son environnement et de le restituer à ses descendants, au minimum, dans l'état où il lui a été confié.

Scientifique, car imaginer que l'humanité a les moyens de coloniser d'autres planètes relève du délire. Les distances dans l'espace sont hors de portée de nos technologies. Pour faire des sauts de puces dans l'espace, nous gaspillons inutilement des quantités gigantesques de ressources précieuses.

De plus, de manière purement théorique, si nous pouvions ramener sur notre planète et de façon rentable une ressource énergétique extra-terrestre, cela aurait pour conséquence une nouvelle dégradation écologique. En effet, des scientifiques estiment que le danger est plus dans le "trop" de ressources, que dans le risque de les voir s'épuiser. Le danger principal est l'incapacité de l'écosystème global à absorber tous les polluants que nous générons. L'arrivée d'une nouvelle ressource énergétique ne ferait qu'amplifier les changements climatiques.

Ne pas puiser du tout dans notre capital naturel semble difficile, ne serait-ce que pour produire des objets de première nécessité comme une casserole ou une aiguille. Mais, nous avons déjà prélevé et transformé une quantité de minerais considérable. La masse d'objets produits constitue déjà un formidable potentiel de matière à recycler.

L'objectif de l'*économie saine* peut nous sembler un horizon utopique. En fait, nous avons au maximum 50 ans pour y parvenir si nous voulons sauvegarder l'écosystème. La biosphère ne négociera pas de délais supplémentaires. Il reste, au rythme de consommation actuel, 41 années de réserves prouvées de pétrole **(1)**, 70 années de gaz **(2)**, 55 années d'uranium **(3)**. Même si ces chiffres peuvent être contestés, nous nous dirigeons vers le terme de la plus partie des ressources planétaires à brèves échéances si nous ne changeons pas radicalement de cap. Contrairement au 20<sup>e</sup> siècle, nous consommons désormais plus de ces ressources que nous en découvrons de nouvelles. De plus, il est prévu, d'ici à 20 ans, un doublement de la consommation énergétique mondiale. Enfin, plus nous approchons du terme des ressources, plus celles-ci sont difficilement extractibles. Il reste que le plus grand danger semble aujourd'hui plus dans les dommages que nous faisons courir au climat que l'épuisement des ressources naturelles.

### LE THÉORICIEN DE LA DÉCROISSANCE

L'économiste bulgare Nicholas Georgescu-Roegen est le père de la décroissance **(4)**. Nicholas Georgescu-Roegen distingue la "haute entropie", énergie non disponible pour l'humanité, de la "basse entropie", énergie disponible. Il démontre simplement que chaque fois que nous entamons notre capital naturel, comme les énergies de stock, nous hypothéquons les chances de survie de nos descendants. *"Chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies à venir."* Il met en évidence les impasses de la "croissance zéro" ou de "l'état stable" que prônent des écologistes. En effet, même si nous stabilisons notre économie, nous continuerons à puiser dans notre capital.

### LA DÉCROISSANCE SOUTENABLE

Tout le problème consiste à passer d'un modèle économique et social fondé sur l'expansion permanente à une civilisation "sobre" dont le modèle économique a intégré la finitude de la planète. Pour passer de notre civilisation à l'*économie saine*, les pays riches devraient s'engager à une réduction drastique de leur production et de leur consommation. En termes économiques, cela signifie entrer dans la décroissance. Le problème est que nos civilisations modernes, pour ne pas générer de conflits sociaux, ont besoin de cette croissance perpétuelle. Le fondateur de la revue *The Ecologist*, l'écologiste millionnaire et conservateur Edward Goldsmith avance qu'en réduisant de 4% par an et pendant 30 ans la production et la consommation, nous aurions une chance d'échapper à la crise climatique *"avec un minimum de volonté politique"* **(5)**. Facile à dire sur le papier, fût-il recyclé ou simplement blanchi sans chlore ! La réalité sociologique est tout autre. Même les riches des pays riches aspirent à consommer toujours plus. Et ce n'est pas "un minimum de volonté politique" qui serait nécessaire si un groupe désirait conduire cette politique d'en haut, mais bien un pouvoir totalitaire. Celui-ci aurait toutes les peines pour contrer une soif sans fin de consommation attisée par des années de conditionnement à l'idéologie publicitaire. A moins que rentrer dans une économie de guerre, l'appel à la responsabilité des individus est la priorité. Les mécanismes économiques conduits par le politique auront un rôle fondamental à jouer, mais demeureront secondaires. Le tournant devra donc s'opérer "par le bas", pour rester dans la sphère démocratique.

Edward Goldsmith affirme aussi que seule une crise économique mondiale pourrait retarder la crise écologique globale si rien n'est entrepris. L'histoire nous démontre que les crises ont rarement des vertus pédagogiques et qu'elles engendrent le plus souvent des conflits meurtriers. L'humain en situation périlleuse privilégie ses instincts de survie, au détriment de la société. La crise de 1929 a amené au pouvoir Hitler, les nazis, les fascistes, les franquistes en Europe et les ultras nationalistes au Japon. Les crises appellent des pouvoirs forts avec

toutes les dérives qu'ils engendrent. Tout l'objectif consiste, au contraire, à éviter la régulation par le chaos. C'est pourquoi cette décroissance devra être "soutenable". C'est-à-dire qu'elle ne devra pas générer de crise sociale remettant en cause la démocratie et l'humanisme. Rien ne servirait de vouloir préserver l'écosystème global si le prix est pour l'humanité un effondrement humain. Mais plus nous attendrons pour nous engager dans la "décroissance soutenable", plus le choc contre la fin des ressources sera rude, et plus le risque d'engendrer un régime écototalitaire ou de s'enfoncer dans la barbarie sera élevé.

Un exemple de décroissance chaotique est la Russie. Ce pays a réduit de 35% ses émissions de gaz à effet de serre depuis la chute du mur de Berlin (6). La Russie s'est désindustrialisée. Elle est passée d'une économie de superpuissance à une économie pour une large part de survivance. En terme purement écologique, c'est un exploit. En terme social, c'est loin d'être le cas. Les pays riches devront tenter de diminuer leur production et leur consommation sans faire imploser leur système social. Bien au contraire, ils devront le renforcer d'autant dans cette transition difficile pour tendre à plus d'équité. Une chose semble sûre : pour atteindre "l'économie saine", la décroissance des pays riches devra être durable.

### UN EXEMPLE : L'ÉNERGIE

Plus des trois quarts des ressources énergétiques que nous utilisons aujourd'hui sont d'origines fossiles. Ce sont le gaz, le pétrole, l'uranium, le charbon. Ce sont des ressources non-renouvelables, ou plus exactement au taux de renouvellement extrêmement faible. En tout cas sans rapport aucun avec notre utilisation actuelle. *L'économie saine* nous impose de cesser ce pillage. Nous devons réserver ces ressources précieuses pour des utilisations vitales. De plus, la combustion de ces ressources fossiles désagrège l'atmosphère (effet de serre et autres pollutions) et entame par cet autre biais notre capital naturel. Quant au nucléaire, outre le danger que font peser ses installations, il produit des déchets à durée de vie infinie à l'échelle humaine (plutonium 239, demi-vie 24 400 ans, iode 129, durée de demi-vie 16 millions d'années). Le principe de responsabilité, qui définit l'âge adulte, veut que nous ne développions pas une technique non maîtrisée. Nous n'avons pas à léguer à nos descendants une planète empoisonnée pour la fin des temps.

Par contre, nous aurons droit aux énergies "de revenu", c'est-à-dire le solaire, l'éolien, et, en partie, la biomasse (bois) et un peu d'hydraulique. Ces deux dernières ressources devant se partager avec d'autres utilisations que la seule production d'énergie.

Cet objectif n'est atteignable que grâce à une réduction drastique de notre consommation énergétique. Dans une *économie saine*, l'énergie fossile disparaîtrait. Elle serait réservée à des usages de survie comme les usages médicaux. Le transport, les véhicules à moteur à explosion seraient condamnés à disparaître. Ils seraient remplacés par la marine à voile, le vélo, le train, la traction animale (quand la production d'aliments pour animaux est soutenable). Bien entendu, toute notre civilisation serait bouleversée par ce changement de rapport à l'énergie. Il signifierait la fin des grandes surfaces au profit des commerces de proximité et des marchés, des produits manufacturés peu chers importés au profit d'objets produits localement, des emballages jetables au profit des contenants réutilisables, de l'agriculture intensive motorisée au profit d'une agriculture paysanne extensive. Le réfrigérateur serait remplacé par une pièce froide, le voyage aux Antilles par une randonnée à vélo dans les Cévennes, l'aspirateur par le balai et la serpillière, l'alimentation carnée par une nourriture quasiment végétarienne, etc.

Au moins pendant la période de réorganisation de notre société, la perte de l'énergie fossile entraînera un accroissement important de la masse de travail pour les pays occidentaux, et ceci même en intégrant une diminution considérable de la consommation. Non seulement nous ne disposerions plus de l'énergie fossile, mais en plus la main d'oeuvre peu chère des

pays du tiers-monde ne serait plus disponible. Nous aurions alors recours à notre énergie musculaire.

## UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ALTERNATIF

A l'échelle de l'État, une *économie saine* gérée démocratiquement ne peut être que le fruit d'une recherche d'équilibre constante entre les choix collectifs et individuels. Elle nécessite un contrôle démocratique de l'économie par le politique et par les choix de consommation des individus. Une économie de marché contrôlé par le politique et le consommateur. L'un ne pouvant se passer de l'autre. Ce modèle exige une responsabilité accrue du politique comme du consommateur.

Succinctement, nous pouvons imaginer un modèle économique sur trois niveaux :

¥ Le premier serait une économie de marché contrôlée évitant tout phénomène de concentration. Ce serait, par exemple, la fin du système de franchise. Tout artisan ou commerçant serait propriétaire de son outil de travail et ne pourrait pas posséder plus. Il serait nécessairement le seul décideur de son activité, en relation avec sa clientèle. Cette économie de petites entités, outre son caractère humaniste, aurait l'immense mérite de ne pas générer de publicité, ce qui est une condition *sine qua non* pour la mise en place de la décroissance soutenable. La sortie de l'idéologie de consommation conditionne sa mise en place technique.

¥ Le deuxième niveau, la production d'équipements nécessitant un investissement, aurait des capitaux mixtes privés et publics, contrôlés par le politique.

¥ Enfin, le troisième niveau. Ce serait les services publics de base, non-privatisables (accès à l'eau, à l'énergie disponible, à l'éducation et à la culture, aux transports en commun, à la santé, à la sécurité des personnes).

La mise en place d'un tel modèle entraînerait le commerce équitable pour tous : appliquant là où l'on produit les critères humains de là où l'on vend. Cette règle simple à énoncer apporterait la fin de l'esclavage et du néo-colonialisme.

## UN DÉFI POUR LES "RICHES"

A l'énoncé des mesures à prendre pour entrer dans la décroissance soutenable, la majorité de nos concitoyens restera incrédule. La réalité est trop crue pour être admise d'emblée par la majeure partie de l'opinion. Elle suscite dans la plupart des cas une réaction d'animosité. Difficile de se remettre en cause lorsque l'on a été élevé au biberon médiatico-publicitaire de la société de consommation. Un cocktail ressemblant étrangement à la Soma, drogue euphorisante décrite par Aldous Huxley dans *Le Meilleur des Mondes* (*Brave New World*, 1932, annonçant un pouvoir psychobiologique !). Le monde intellectuel, trop occupé à résoudre des querelles byzantines et encore ébloui par la science, aura aussi du mal à admettre d'être passé si loin d'un enjeu de civilisation aussi important. Il est difficile pour les Occidentaux d'envisager un autre mode de vie. Mais, nous ne devons pas oublier que le problème ne se pose pas dans ces termes pour l'immense majorité des habitants du globe. 80% des humains vivent sans automobile, sans réfrigérateur ou encore sans téléphone. 94% des humains n'ont jamais pris l'avion. Nous devons donc nous extraire de notre cadre d'habitant des pays riches pour raisonner à l'échelle planétaire et envisager l'humanité comme une et indivisible. Faute de cela, nous serions réduits à raisonner comme Marie-Antoinette à la veille de la Révolution française, incapable d'imaginer pouvoir se déplacer sans chaise à porteur et proposant de la brioche à ceux qui n'ont pas de pain.

## AU RÉGIME

Environ un tiers de la population américaine est obèse. Les Américains se sont lancés à la recherche du gène de l'obésité pour résoudre ce problème de manière scientifique. La bonne solution est bien sûr d'adopter un meilleur régime. Ce comportement est tout à fait symptomatique de notre civilisation. Plutôt que de remettre en cause notre mode de vie, nous poursuivons une fuite en avant à la recherche de solutions techniques afin de répondre à un problème culturel. De plus, cette folle fuite en avant ne fait qu'accélérer le mouvement destructif. En fait, même si la décroissance nous semble impossible, la barrière se situe plutôt dans nos têtes que dans les réelles difficultés à la mettre en place. Sortir l'opinion d'un conditionnement idéologique fondé sur la croyance en la science, le nouveau, le progrès, la consommation, la croissance conditionne cette évolution.

La priorité est donc de s'engager à l'échelle individuelle dans la simplicité volontaire. C'est en changeant nous-même que nous transformerons le monde.

### DÉFINITION D'UN CONCEPT

Si nous revenons à la définition du concept "développement durable", c'est-à-dire : "ce qui permet de répondre aux besoins des générations actuelles, sans pour autant compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins", alors le terme approprié pour les pays riches est bien la "décroissance soutenable".

## A BAS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ! VIVE LA DÉCROISSANCE CONVIVIALE !

**"Il n'y a pas le moindre doute que le développement durable est l'un des concepts les plus nuisibles"**

Nicholas Georgescu-Roergen (correspondance avec J. Berry, 1991) (7)

On appelle oxymore (ou antinomie) une figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux mots contradictoires, comme "l'obscur clarté", chère à Victor Hugo, "qui tombe des étoiles...". Ce procédé inventé par les poètes pour exprimer l'inexprimable est de plus en plus utilisé par les technocrates pour faire croire à l'impossible. Ainsi, une guerre propre, une mondialisation à visage humain, une économie solidaire ou saine, etc. Le développement durable est une telle antinomie.

En 1989, déjà, John Pessey de la Banque Mondiale recensait 37 acceptions différentes du concept de "sustainable development" (8). Le seul rapport Brundtland (World commission 1987) en contiendrait six différentes. François Haton, qui à la même époque en répertoriait 60, propose de classer les théories principales actuellement disponibles sur le développement durable en deux catégories, "écocentrées" et "anthropocentrées", suivant qu'elle se donnent pour objectif essentiel la protection de la vie en général (et donc de tous les êtres vivants, tout au moins de ceux qui ne sont pas encore condamnés) ou le bien-être de l'homme (9).

### DÉVELOPPEMENT DURABLE OU COMMENT FAIRE DURER LE DÉVELOPPEMENT

Il y a donc une divergence apparente sur la signification du soutenable/durable. Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement. L'accent est alors mis sur la préservation des écosystèmes. Le développement signifie dans ce cas, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et on ne

s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développement et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants associatifs et chez les intellectuels humanistes. La prise en compte des grands équilibres écologiques, doit aller jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire même de notre mode de vie. Cela peut entraîner la nécessité d'inventer un autre paradigme de développement (encore un ! mais lequel ? On n'en sait rien). Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il est puisse durer indéfiniment. Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes. A Maurice Strong déclarant le 4 avril 1992 : *"Notre modèle de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer"* font écho les propos de George Bush (senior) : *"Notre niveau de vie n'est pas négociable"* **(10)**. Dans la même veine, à Kyoto, Clinton déclarait sans prendre de gants : *"Je ne signerai rien qui puisse nuire à notre économie"* **(11)**. Comme on sait, Bush junior a fait mieux...

Le développement soutenable est comme l'enfer, il est pavé de bonnes intentions. Les exemples de compatibilité entre développement et environnement qui lui donnent créance ne manquent pas. Évidemment, la prise en compte de l'environnement n'est pas nécessairement contraire aux intérêts individuels et collectifs des agents économiques. Un directeur de la Shell, Jean-Marie Van Engelshoven, peut déclarer : *"Le monde industriel devra savoir répondre aux attentes actuelles s'il veut, de façon responsable, continuer à créer dans le futur de la richesse"*. Jean-Marie Desmarests, le PDG de Total ne disait pas autre chose avant le naufrage de l'Erika et l'explosion de l'usine d'engrais chimiques de Toulouse... **(12)**. Avec un certain sens de l'humour, les dirigeants de BP ont décidé que leur sigle ne devait plus se lire "British Petroleum", mais "Beyond Petroleum" (Au delà ou après le pétrole)... **(13)**.

La concordance des intérêts *bien compris* peut, en effet, se réaliser en théorie et en pratique. Il se trouve des industriels convaincus de la compatibilité des intérêts de la nature et de l'économie. Le *Business Council for Sustainable Development*, composé de 50 chefs de grandes entreprises, regroupés autour de Stéphan Schmidheiny, conseiller de Maurice Strong, a publié un manifeste présenté à Rio de Janeiro juste avant l'ouverture de la conférence de 92 : *Changer de cap, réconcilier le développement de l'entreprise et la protection de l'environnement. "En tant que dirigeants d'entreprises, proclame le manifeste, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité, sans compromettre les chances des générations futures."* **(14)**.

Tel est bien, en effet, le pari du développement durable. Un industriel américain exprime la chose de façon beaucoup plus simple : *"Nous voulons que survivent à la fois la couche d'ozone et l'industrie américaine"*.

## LE DÉVELOPPEMENT TOXIQUE

Il vaut la peine d'y regarder de plus près en revenant aux concepts pour voir si le défi peut encore être relevé. La définition du développement durable telle qu'elle figure dans le rapport Brundtland ne prend en compte que la durabilité. Il s'agit, en effet, d'un "processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur des besoins des hommes." Ce n'est pas l'environnement qu'il s'agit de préserver pour les décideurs certains entrepreneurs écologistes parlent même de "capital soutenable", le comble de l'oxymore ! mais avant tout le développement **(15)**. Là réside le piège. Le problème avec le développement soutenable n'est pas tant avec le mot soutenable qui est plutôt une belle expression qu'avec le concept de développement qui est carrément un "mot toxique". En effet, le soutenable signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution supérieur à la capacité de régénération de l'environnement. Cela n'est que

l'application du principe de responsabilité du philosophe Hans Jonas : "Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur la terre."

Toutefois, la signification historique et pratique du développement, lié au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité ainsi conçue. On peut définir le développement comme une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. La main invisible et l'équilibre des intérêts nous garantissent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Pourquoi se faire du souci ? La plupart des économistes qu'ils soient libéraux ou marxistes sont en faveur d'une conception qui permette au développement économique de perdurer. Ainsi l'économiste marxiste, Gérard d'Estance de Bernis déclare : *"On ne fera pas ici de sémantique, on ne se demandera pas non plus si l'adjectif "durable" (soutenable) apporte quoi que ce soit aux définitions classiques du développement, tenons compte de l'air du temps et parlons comme tout le monde. (...) bien entendu **durable** ne renvoie pas à long, mais à irréversible. En ce sens, quel que soit l'intérêt des expériences passées en revue, le fait est que le processus de développement de pays comme l'Algérie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde ou le Mexique ne s'est pas avéré "durable" (soutenable) : les contradictions non maîtrisées ont balayé les résultats des efforts accomplis, et conduit à la régression."***(16)** Effectivement, le développement étant défini par Rostow comme "self-sustaining growth" (croissance auto-soutenable), l'adjonction de l'adjectif durable ou soutenable est inutile et constitue un pléonasme. C'est encore plus flagrant avec la définition de Mesatovic et Pestel **(17)**. Pour eux, c'est la croissance homogène, mécanique et quantitative qui est insoutenable, mais une croissance "organique" définie par l'interaction des éléments sur la totalité est un objectif supportable. Or, historiquement, cette définition biologique est précisément celle du développement ! Les subtilités d'Hermann Daly, tentant de définir un développement avec une croissance nulle ne sont tenables, ni en théorie, ni en pratique **(18)**. Comme le note Nicholas Georgescu-Roegen : *"Le développement durable ne peut en aucun cas être séparé de la croissance économique. (...) En vérité, qui a jamais pu penser que le développement n'implique pas nécessairement quelque croissance ?"***(19)**

Finalement, on peut dire qu'en accolant l'adjectif durable au concept de développement, il est clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement *réellement existant*, celui qui domine la planète depuis deux siècles, tout au plus songe-t-on à lui adjoindre une composante écologique. Il est plus que douteux que cela suffise à résoudre les problèmes.

### LA CROISSANCE ZÉRO NE SUFFIT PAS

En fait, les caractères durable ou soutenables renvoient non au développement "réellement existant" mais à la reproduction. La reproduction durable a régné sur la planète en gros jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle ; il est encore possible de trouver chez les vieillards du tiers-monde des "experts" en reproduction durable. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement ; ce ne sont pas des prédateurs de la nature **(20)**. Au 17<sup>e</sup> siècle encore, en édictant ses édits sur les forêts, en réglementant les coupes pour assurer la reproduction du bois, en plantant des chênes que nous admirons toujours pour fournir des mâts de vaisseaux 300 ans plus tard, Colbert se montre un expert en *"sustainability"*. Ce faisant, ces mesures vont à l'encontre de la logique marchande.

Voilà, dira-t-on, du développement durable ; mais alors, il faut le dire de tous ces paysans qui plantaient de nouveaux oliviers et de nouveaux figuiers dont ils ne verraient jamais les

fruits, mais en pensant aux générations suivantes, et cela sans y être tenu par aucun règlement, tout simplement parce que leurs parents, leurs grands-parents et tous ceux qui les avaient précédés avaient fait de même (21). Désormais, même la reproduction durable n'est plus possible. Il faut toute la foi des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substitutivité illimitée de la nature par l'artifice est possible. Peut-on vraiment, comme se le demande Mauro Bonaiuti, obtenir le même nombre de pizzas en diminuant toujours la quantité de farine et en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers ? Et même si on peut espérer capter de nouvelles énergies, serait-il raisonnable de construire des "gratte-ciel sans escaliers ni ascenseurs sur la base de la seule espérance qu'un jour nous triompherons de la loi de la gravité ?" (22). Contrairement à l'écologisme réformiste d'un Hermann Daly ou d'un René Passet, l'état stationnaire lui-même et la croissance zéro ne sont ni possibles, (ni souhaitables...). *"Nous pouvons recycler les monnaies métalliques usées, mais non les molécules de cuivre dissipées par l'usage."* (23). Ce phénomène que Nicholas Georgescu-Roegen a baptisé "la quatrième loi de la thermodynamique" est peut-être discutable en théorie pure, mais pas du point de vue de l'économie concrète. De l'impossibilité qui s'ensuit d'une croissance illimitée ne résulte pas, selon lui, un programme de croissance nulle, mais celui d'une décroissance nécessaire. *"Nous ne pouvons, écrit-il, produire des réfrigérateurs, des automobiles ou des avions à réaction "meilleurs et plus grands" sans produire aussi des déchets "meilleurs et plus grands" (24).* Bref, le processus économique est de nature entropique.

*"Le monde est fini, note Marie-Dominique Perrot, et le traiter, à travers la sacralisation de la croissance, comme indéfiniment exploitable, c'est le condamner à disparaître ; on ne peut en effet à la fois invoquer la croissance illimitée et accélérée pour tous et demander à ce que l'on se soucie des générations futures. L'appel à la croissance et la lutte contre la pauvreté sont littéralement des formules magiques tout autant qu'elles sont des mots d'ordre et des mots de passe (partout). C'est l'idée magique du gâteau dont il suffit d'augmenter la taille pour nourrir tout le monde, et qui rend "innommable" la question de la possible réduction des parts de certains." (25)*

Notre *surcroissance* économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. Si tous les citoyens du monde consommaient autant que les Américains moyens, les limites physiques de la planète seraient largement dépassées (26). Si l'on prend comme indice du "poids" environnemental de notre mode de vie "l'empreinte" écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. En prenant en compte les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, les chercheurs travaillant pour pour World Wide Fund (WWF) ont calculé que l'espace bio-productif par tête de l'humanité était de 1,8 hectare. Un citoyen des États-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable, qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable (27).

### **SORTIR DE L'ÉCONOMICISME**

On peut discuter ces chiffres, mais ils sont malheureusement confirmés par un nombre considérables d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Pour survivre ou durer, il est donc urgent d'organiser la *décroissance*. Quand on est à Rome et que l'on doit se rendre par le train à Turin, si l'on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à

nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir du développement et de l'économicisme comme il faut sortir de l'agriculture productiviste qui en est partie intégrante, pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

La *décroissance* devrait être organisée non seulement pour préserver l'environnement mais aussi pour restaurer le minimum de justice sociale sans lequel la planète est condamnée à l'explosion. Survie sociale et survie biologique paraissent ainsi étroitement liées. Les limites du "capital" nature ne posent pas seulement un problème d'équité intergénérationnelle dans le partage des parts disponibles, mais un problème d'équité entre les membres actuellement vivants de l'humanité.

La décroissance ne signifie pas nécessairement un immobilisme conservateur. L'évolution et la *croissance* lente des sociétés anciennes s'intégraient dans une reproduction élargie bien tempérée, toujours adaptée aux contraintes naturelles. *"C'est parce que la société vernaculaire a adapté son mode de vie à son environnement, conclut Edward Goldsmith, qu'elle est durable, et parce que la société industrielle s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie qu'elle ne peut espérer survivre."*(28). Aménager la décroissance signifie, en d'autres termes, renoncer à l'imaginaire économique, c'est-à-dire à la croyance que plus égale mieux. Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindre frais. La plupart des sages considèrent que le bonheur se réalise dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins. Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain peut se réaliser avec sérénité dans la frugalité, la sobriété, voire une certaine austérité dans la consommation matérielle. *"Une personne heureuse, note Hervé Martin, ne consomme pas d'antidépresseurs, ne consulte pas de psychiatres, ne tente pas de se suicider, ne casse pas les vitrines des magasins, n'achète pas à longueur de journée des objets aussi coûteux qu'inutiles, bref, ne participe que très faiblement à l'activité économique de la société."*(29). Une décroissance voulue et bien pensée n'impose aucune limitation dans la dépense des sentiments et la production d'une vie festive, voire dionysiaque.

On peut conclure avec Kate Soper : *"Ceux qui plaident pour une consommation moins matérialiste sont souvent présentés comme des ascètes puritains qui cherchent à donner une orientation plus **spirituelle** aux besoins et aux plaisirs. Mais cette vision est à différends égards trompeuse. On pourrait dire que la consommation moderne ne s'intéresse pas suffisamment aux plaisirs de la chair, n'est pas assez concernée par l'expérience sensorielle, est trop obsédée par toute une série de produits qui filtrent les gratifications sensorielles et érotiques et nous en éloignent. Une bonne partie des biens qui sont considérés comme essentiels pour un niveau de vie élevé sont plus anesthésiants que favorables à l'expérience sensuelle, plus avares que généreux en matière de convivialité, de relations de bon voisinage, de vie non stressée, de silence, d'odeur, de beauté... Une consommation écologique n'impliquerait ni une réduction du niveau de vie, ni une conversion de masse vers l'extra-mondanité, mais bien plutôt une conception différente du niveau de vie lui-même."*(30).

## À LA CONQUÊTE DES BIENS RELATIONNELS

**Les théories économiques ont oublié que les ressources sont limitées. Pour éviter une chute économique prévisible, il faut développer des activités peu coûteuses en matériaux et en énergie, c'est le cas de toutes les activités relationnelles.**

Georgescu-Roegen, le père de la bioéconomie, a été le premier à présenter la décroissance comme une conséquence inévitable des limites imposées par les lois de la nature (Georgescu-Roegen, 1979). Si l'on veut saisir pour quelles raisons l'approche traditionnelle à la croissance économique, théorisée par les économistes néoclassiques et diffusée par les défenseurs de la globalisation et de la pensée unique, n'est pas soutenable, il faut partir de la critique de Georgescu-Roegen. Cette dernière s'articule en deux points, j'y ajouterai ma conclusion en proposant un parcours vers une économie soutenable (Bonaïuti, 2001).

La théorie traditionnelle de la croissance est basée sur une fonction qui affirme que la production (Q) est directement fonction de trois données : la quantité de travail (L), le stock de capital (K) et les ressources naturelles disponibles (R). Selon Solow/Stiglitz,

$$Q = K^a R^b L^c \text{ avec } a + b + c = 1$$

Cela veut dire que la production croît parallèlement à la croissance de chacune des trois données. Elle admet surtout que l'on peut produire n'importe quelle quantité de produit en réduisant à volonté les ressources naturelles R, à condition qu'augmente suffisamment le stock de capital K.

En d'autres termes, la théorie néoclassique prône une parfaite substitutivité entre les ressources naturelles et le capital fabriqué par l'homme. Affirmation qui est à la base de la définition néoclassique de développement soutenable. Cela signifie, comme l'a soutenu Solow, qu'il *n'y a en principe aucun problème, le monde peut, en effet, aller de l'avant sans ressources naturelles*" (Solow, 1974, p.11). On peut démontrer toutefois que cette affirmation n'est pas conforme à la loi de la thermodynamique. Si, et les néoclassiques l'affirment, la fonction et la production n'est qu'une recette, Solow et Stiglitz assurent que l'on pourra, avec une moindre quantité de farine faire une pizza plus grande en la cuisant dans un four plus grand (ou avec deux cuisiniers au lieu d'un seul). Cette formule, de toute évidence, ne respecte pas l'équilibre des matériaux : une lecture diverse de la loi première de la thermodynamique.

### **PRODUIRE AVEC MOINS DE MATIÈRES PREMIÈRES N'IMPLIQUE PAS UNE BAISSÉ DE LA CONSOMMATION TOTALE**

Depuis toujours les économistes orthodoxes ont défendu la croissance des attaques des écologistes avec une multitude d'arguments dont le noyau théorique se base sur le concept de *progrès technologique*. L'idée fondamentale est que le progrès technologique consentira, comme il l'a fait dans le passé, de "relâcher les liens", permettant de la sorte de produire une quantité majeure de biens en utilisant une quantité mineure de matière et d'énergie. Ce phénomène, appelé *dématérialisation du capital*, a suscité un vif intérêt chez les économistes qui en ont vanté les potentialités pour la *new economy* en particulier.

Le parcours du capitalisme fordien, avec ses usines enfumées, à la civilisation *on line*, comporterait selon ces auteurs, le passage définitif à une économie légère, à un processus productif propre, caractérisé par une très basse consommation de ressources

naturelles et partant par une pollution extrêmement réduite.

Je ne veux pas nier qu'il s'agit là d'un phénomène significatif. Toutefois la théorie bioéconomique apporte de fortes objections sur ce point.

Il est certain que le secteur des technologies informatiques et plus généralement les secteurs impliqués dans la *new economy* sont en mesure de produire du revenu avec un moindre emploi de ressources naturelles. Malgré cela, nous nous demandons jusqu'à quel point les nouvelles technologies sont des substituts, ne représentent-elles pas plutôt des compléments aux technologies traditionnelles ? En d'autres termes, un plus grand nombre de sociétés de logiciels ou de consultants financiers impliquera-t-il forcément une diminution de la production de voitures ou d'énergie électrique ? Alors que la consommation de nombreuses ressources par *unité de produit* a effectivement diminué dans les pays les plus avancés, la consommation *absolue* de nombreuses ressources-clé continue à augmenter. Voici quelques données qui éclairciront ce point :

*"Une unité est produite aujourd'hui avec moins d'énergie qu'il n'en fallait dans les années soixante-dix. La consommation d'énergie (mesurée comme énergie par unité) a diminué de 25% (moyenne de l'OCDE) dans les pays de l'OCDE de 1970 à 1988. Mais cette diminution de la consommation d'énergie n'a pas mené à une réduction de l'utilisation totale d'énergie. L'utilisation totale d'énergie a augmenté de 30% pendant la même période"*(Biswanger, 1993, p. 227).

Même si l'augmentation de la consommation absolue est due en partie à la croissance de la population, le modèle fonds/flux de Georgescu-Roegen nous suggère une intéressante interprétation de ce phénomène. Les nouvelles technologies demandent, comme toute forme de capital (fond), un flux de ressources pour être maintenu "dans des conditions d'efficacité". Mais, peut-on se demander, qu'est-ce que la production de capital au contenu technologique élevé (qui est aussi et surtout un capital humain) demande en termes de ressources pour son propre maintien ? Il est fort probable qu'un ingénieur occidental produisant des ordinateurs utilise directement moins de capital naturel que n'en utilise un travailleur indien employé dans un établissement pour la production de colorants. Toutefois combien de capital naturel demande la production sociale d'un ingénieur, et des technologies informatiques en général ? Peut-on produire des ordinateurs sans se rendre en voiture à son travail ou sans disposer d'une maison pourvue de tous les comforts ? Les infrastructures et les institutions nécessaires aux démocraties avancées promotrices d'innovations technologiques ne demandent-elles pas, elles aussi, un montant significatif de capital manufacturé, humain et naturel pour pouvoir s'auto-maintenir ? De plus, peut-on imaginer que les pays les moins avancés puissent arriver à utiliser les nouvelles technologies (si tant est qu'ils y parviennent) sans passer par une phase prolongée d'industrialisation ?

Autrement dit la production de technologie avancée implique un flot continu d'inputs provenant des processus de transformation de type traditionnel, qui demandent à leur tour des quantités croissantes de ressources naturelles. Enfin, même si le progrès technologique peut effectivement réduire les quantités d'énergie employées dans certains secteurs (information, services) il est fort improbable que ce processus puisse être étendu à tous les secteurs de production et encore moins au niveau global.

Pour conclure, la critique de Georgescu-Roegen démontre, d'une part qu'il n'est pas possible de faire abstraction des ressources naturelles (en les remplaçant par du capital produit par l'homme), d'autre part que le progrès technologique considéré dans son ensemble, ne comporte pas une réduction de l'impact sur les écosystèmes, mais bien au contraire une augmentation de la consommation *absolue* des ressources. Il faudra donc miser sur une autre voie.

Il faut nous rappeler que lorsqu'on aborde le rapport décroissance/écosystèmes, Georgescu-Roegen considère la production en termes rigoureusement *physiques* alors que les économistes néoclassiques se réfèrent à la production en terme de *valeur*. La valeur implique les prix et ces derniers l'utilité associée à des biens et services déterminés. On peut (et j'ose dire on doit) critiquer les prémisses utilitaristes sur lesquels se fonde la théorie néoclassique mais il faut aussi être conscient du fait que considérer la production en termes de valeur porte la question sur un plan totalement différent. Alors que Georgescu-Roegen se réfère aux possibilités de substitution entre ressources naturelles et technologie *pour produire le même bien*(par exemple une voiture) les auteurs néoclassiques se réfèrent aux possibilités de substitution qui se présentent pour produire un niveau d'aisance déterminé. Il est évident que l'on peut obtenir le même service (utilité) que l'on se déplace à cheval ou en automobile mais le déploiement de ressources naturelle et de technologie ne sera pas le même. Lorsque Ayres affirme que "in the distant future the economic system need not to produce significant amount of goods at all" [A long terme, le système économique n'aura plus besoin de produire de biens de consommation du tout], il va sans dire qu'il raisonne "en termes d'utilité et non de production physique constante". Ayres reconnaît à juste titre que sans cette précision la critique de Georgescu-Roegen à la théorie néoclassique serait "dévastatrice".

Les lois de la thermodynamique et en particulier la loi de l'entropie nous enseignent que la décroissance de la production est inévitable en terme *physiques*. Cela ne veut pas dire et ne doit pas nous porter à croire que ceci implique *nécessairement* une décroissance du produit mondial brut ou encore moins du *bonheur* des personnes. Se faire le champion de la décroissance en termes de quantités physiques produites risque de passer pour une euthanasie du système productif privant de la sorte la voie de l'économie soutenable d'un consensus nécessaire.

Le projet d'une économie soutenable requiert plutôt une révision profonde des préférences et de la façon de concevoir la production de la valeur économique. Elle doit produire des revenus tout en utilisant moins de matière et d'énergie. En effet une politique écologique basée uniquement sur une forte réduction de la consommation créerait (au delà d'un probable échec final), *vu la distribution actuelle des préférences*, une forte réduction de la demande globale et donc une augmentation importante du chômage et du malaise social. (J'essaie quelconque d'imaginer ce qui adviendrait si l'Occident s'adaptait soudainement au niveau de la consommation moyenne que suggèrent mes amis critiques envers la consommation. Cela serait une bénédiction pour les écosystèmes, mais une catastrophe pour les revenus et pour l'emploi.)

Il nous faut donc miser sur une distribution différente des préférences afin qu'à la décroissance des quantités physiques produites ne corresponde pas nécessairement une décroissance de la valeur de la production. Cela implique évidemment une transformation profonde de l'imaginaire économique et productif. Je me limiterai dans ce qui va suivre à indiquer un parcours possible vers cette transformation.

### **TRANSFÉRER LA DEMANDE VERS LA PRODUCTION DE "BIENS RELATIONNELS"**

Par cette expression j'entends ce type particulier de "biens" dont on ne peut jouir isolément mais uniquement en relation entre celui qui offre et celui qui demande comme par exemple les services aux personnes (soins, bien-être, assistance) mais aussi les services culturels, artistiques et spirituo-religieux. Il faut en somme favoriser le déplacement de la demande de biens traditionnels à impact écologique élevé vers les biens pour "*lesquels l'économie civile possède un avantage comparatif spécifique, c'est-à-dire les biens relationnels. Dans les sociétés avancées, il y a une demande spécifique de qualité de la vie. Mais cette demande ne*

*peut être satisfaite à travers la production d'une plus grande quantité de biens traditionnels"* (Zamagni, 1998). C'est plutôt une demande d'attention, de soins, de connaissances, de participation, de nouveaux espaces de liberté, de spiritualité. La production de ce type de biens comporte la dégradation de quantités fort modestes de matière/énergie. Ils peuvent en tout cas soutenir en perspective une part importante de la production future de valeur. Dans les pays moins avancés cela signifie avant tout éviter la destruction des liens sociaux, des réseaux néo-claniques (Latouche, 1991) au nom d'un développement qui ne pourra jamais, pour des raisons écologiques et économiques, assumer les caractéristiques du développement occidental.

De nombreux services fournis généralement par des structures publiques ou privées pourront dans le futur se développer dans le cadre de l'économie civile : il suffit de penser au secteur de la connaissance/information (école, centres de formation universitaire, professionnelle, cinéma, télévision, radio, livres, édition). On peut sous certaines conditions y faire entrer les services touristiques, hôteliers, et la restauration. Le lien entre l'écologiquement soutenable n'a jamais été aussi clair. L'expansion de l'économie civile à travers la production de biens relationnels crée non seulement une valeur économique là où l'on peut réduire au minimum la dégradation de la matière/énergie, mais constitue aussi une voie puissante vers la réalisation d'une économie juste, réduisant l'accumulation des profits et donc l'inégalité sociale et le chômage : la décroissance matérielle sera une croissance relationnelle et spirituelle ou ne sera pas.

#### Bibliographie

- ¥ Biswanger M. (1993), From microscopic to macroscopic theories : entropic aspects of ecological and economic processes, in *Ecological Economics*, 8, pp. 209-234.
- ¥ Bonaiuti, M. (2001), *la teoria bioeconomica, La nuova economia di Nicholas Georgescu-Roegen*, Carocci, Roma.
- ¥ Georgescu-Roegen (1979) *Demain la décroissance*, Lausanne et Paris, Editions Pierre-Marcel Favre. Deuxième ed., Sang de la terre, Paris, 1995.
- ¥ Latouche S. (1991), *La planète des naufragés, Essai sur l'après-développement*, La Découverte, Paris.
- ¥ Solow R.M. (1974), *Intergenerational Equity and Exhaustible Resources*, Review of Economic Studies.
- ¥ Zamagni, S., (Ed.) (1998), *Il non profit come economia civile*, Il-Mulino, Bologna.

## **POINT D'EFFICACITÉ SANS SOBRIÉTÉ MIEUX VAUT DÉBONDIR QUE REBONDIR**

**Être efficace dans la production, voire "éco-efficace" est lié à une augmentation de la consommation qui peut annihiler les effets positifs auxquels on pouvait s'attendre. C'est ce que l'on appelle "l'effet rebond". De par ce phénomène, la croissance économique semble ancrée, pour longtemps encore, à une croissance de la consommation de ressources et à ses impacts écologiques et sociaux. La sobriété, la frugalité et une transformation du système économique vers une décroissance soutenable sont incontournables. Ils requièrent une analyse profonde de ces phénomènes de rebond afin d'utiliser les progrès techniques à bon escient, pour "débondir".**

Services ultra-performants, "hyper-voitures" légères et peu polluantes, lampes économes, mini-ordinateurs, mini-caméras vidéo, éoliennes et capteurs solaires, matériaux ultra résistants, on ne compte plus les innovations qui permettent de consommer toujours moins de matière et d'énergie pour chaque service rendu. De nombreux experts considèrent ainsi que la "cure d'efficacité" sera la solution à tous les problèmes écologiques. Une seule malchance jusqu'à présent : il semble que les baisses d'impacts et de pollution attendues soient systématiquement anéanties par l'augmentation des transports, des surfaces d'habitation, de la climatisation, des importations de produits exotiques, des besoins et de la consommation en général...

Mauvaise chance diront certains. On a longtemps cru que le niveau de consommation était indépendant de l'efficacité. Pourtant un concept qui prend de l'importance récemment **(31)**, "l'effet rebond", nous apprend que l'efficacité et le progrès technologique sont fondamentalement liés à une augmentation de la consommation. Les voitures économes nous permettent d'aller plus loin pour le même prix ; les transports rapides nous libèrent du temps pour avaler toujours plus de kilomètres ; les produits électroniques de tailles réduites nous permettent d'en offrir à chaque membre de la famille **(32)** ; le développement du solaire et de l'éolien même permettent d'augmenter toujours plus notre consommation d'énergie malgré la raréfaction de certaines ressources. En résumé, les industries et les services toujours plus efficaces nous permettent de consommer toujours plus.

Bien sûr, nombre de ces développements sont primordiaux et sont *potentiellement* de grandes avancées écologiques, et il ne s'agit pas ici de dénigrer tout effort pour plus d'efficacité. Mais, il importe de se rendre compte, pour supprimer cet effet, des liens qui existent avec l'accroissement de la consommation en général. Le problème n'est pas l'efficacité et les efforts pour réduire les impacts pour chaque produit ou service, mais le fait qu'ils soient trop souvent réalisés dans le contexte d'une volonté d'accroissement de la consommation, pour vendre plus ou pour les soi-disant bienfaits d'une économie de croissance.

### **NE PAS OUBLIER "LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ"**

Ainsi les discours qui soutiennent l'augmentation de la consommation même dans nos pays à grande consommation qui sont dits "développés". Cela s'est traduit récemment par des appels à la défense de nos modes de vie mis en danger lors des attaques du World Trade Center, le

11 septembre 2001. Le message semble être : "faites de la résistance, achetez n'importe quoi mais achetez." La consommation des ménages serait, en ces temps difficiles, le principal soutien de la croissance économique.

Or aller vers une société "soutenable" impose de réduire notre niveau de consommation sans qu'il n'y ait besoin de sombrer dans un fondamentalisme religieux ou autre. La consommation de produits et services nécessite des ressources nouvelles (énergie, matières premières, et espace) qui sont à la source du changement climatique, de la pollution des milieux, de la baisse de la biodiversité, de la destruction des espaces naturels, des environnements dégradés, des risques nucléaires voire génétiques pour ne citer que quelques-uns. Et tandis que les médias et politiciens nous parlent d'écologie et de problèmes environnementaux et participent à de nombreux colloques, le niveau de consommation qu'ils soutiennent par leurs discours et par leur politique continue d'être la raison principale de l'accroissement des problèmes écologiques. Nos politiciens et experts seraient-ils donc atteints de schizophrénie lorsqu'ils réussissent ainsi à embrasser à la même bouche l'écologie et la consommation ?

Car le problème est important et de nombreux experts (33) et responsables politiques s'accordent, pour se limiter à un ordre d'idées réaliste, que les consommations de ressources devraient diminuer au moins de moitié dans le monde. Le problème n'est pas tant la pénurie de ressources que les dégâts causés par l'utilisation de l'espace, la mise en circulation dans l'économie d'énormes quantités de matière et d'énergie, et, à terme, les émissions et multiples conséquences. L'idée est de ne pas dépasser la "bio-capacité" de la planète, car "l'espace environnemental" est limité. Autrement dit, notre niveau de consommation nécessite *au moins* deux planètes si on les veut viable durablement.

Un problème encore plus immense apparaît lorsque l'on combine problèmes écologiques et problèmes sociaux, liés de fait aux inégalités planétaires. Nous avons écrit sur toutes les écoles et mairies : "liberté, égalité, fraternité". De ce deuxième principe, nous déduisons que tout être humain devrait avoir droit à une quantité de ressources du même ordre (34). Or, on évalue que les pays "riches" consomment environ 80% des ressources alors qu'ils ne composent que 20% de la population mondiale (35), c'est-à-dire approximativement 16 fois plus de ressources que les pays "pauvres" par habitant.

Pour se faire une petite idée, voici un scénario simpliste pour l'année 2050. On considérera une consommation de niveau équivalent dans le monde entier pour chaque personne (indispensable si on veut éviter un scénario "dictature mondiale" qui serait en désaccord avec le principe de liberté que l'on peut aussi lire sur le fronton des écoles). On considérera également une importante croissance démographique dans les pays du tiers-monde (la population augmente de 60% d'ici 2050 (36). Ces pays vont multiplier leur consommation (aujourd'hui relativement faible) par 24. Si nous faisons les calculs, cela signifie qu'il nous faudra 12 planètes si nous les voulons viables à long terme. Ainsi pour réduire de moitié la consommation mondiale actuelle de ressources, nous devons réduire la consommation dans les pays riches de 12 fois tandis que les pays du tiers-monde pourront la doubler.

### **5% D'ÉCONOMIE PENDANT 50 ANS**

Mais un phénomène supplémentaire se produit : non contents de consommer au niveau actuel qui entraîne le monde dans une "consommation de planètes", les pays industrialisés tiennent encore à leur croissance économique. Allons-nous continuer la sacro-sainte croissance dans les pays riches ou allons-nous décroître ? Comme cela s'est toujours produit ainsi, nous supposons que la croissance économique suit la consommation de ressources (ce présumé sera discuté plus en détail par la suite).

Nous considérerons deux scénarios : le scénario "croissance" où une croissance matérielle

relativement faible de 2% se produit pendant les 48 prochaines années, et le scénario "décroissance" où une décroissance de 5% se produit pendant ces années. Le premier scénario nous amène 30 fois au-delà d'un scénario viable et le second nous ramène (en faisant attention à réaliser cette évolution de façon soutenable par une croissance, sinon un maintien, du bien-être et de la qualité de vie) à une planète viable de façon durable.

En sachant cela, comment nos politiciens peuvent-ils donc continuer à parler de développement durable et de croissance économique sans aucun tremblement dans la voix ? Cela s'explique parce qu'ils croient que les problèmes vont se résoudre par le développement économique et la croissance, qu'une cure d'efficacité pourra résoudre tous les problèmes. Cela s'explique aussi par une grande omission des phénomènes dynamiques qui régissent l'écologie en lien avec la consommation de ressources.

Kuznets était-il une cloche ? En tout cas, une courbe de cette forme et qui porte son nom, laisse croire que les problèmes environnementaux vont simplement se résoudre avec la croissance économique. Cela part de la constatation que certains problèmes locaux, comme la pollution atmosphérique en zone urbaine et la pollution des rivières, semblent se réduire lorsqu'un pays devient suffisamment riche. Au-dessus d'environ 8000 euros de PNB par habitant, l'environnement s'améliorerait continuellement avec la croissance. C'était une belle histoire qui permettait de se croiser les bras et d'attendre que le marché nous sauve. Le problème est que cela ne marche pas au niveau des impacts globaux (37). Par exemple, les émissions de CO<sub>2</sub> (gaz carbonique) et les transports suivent l'enrichissement de façon relativement linéaire. Mais pire, il semble que les consommations de ressources suivent de façon quasi linéaire le PNB, si nous n'oublions pas les impacts que nous exportons c'est-à-dire les impacts causés *dans d'autres pays* (le plus souvent du tiers-monde) par le cycle de vie de tous les produits que nous consommons. Les riches exportent ainsi leurs usines polluantes et leurs déchets et importent une bonne part de leurs ressources naturelles. Une bonne illustration est la ville riche peu polluée grâce aux voitures électriques. La richesse aura en effet permis de réduire la pollution atmosphérique locale mais certainement pas la pollution ou autres effets au niveau global (effets résultant de la production de toutes ces voitures, de toutes ces batteries, de toute cette électricité, ou résultant de la société des supermarchés et des autoroutes qui risquent de se développer en marge de ce type de ville).

Quelques éclaircissements sont nécessaires concernant la croissance. Quand on parle de croissance, on veut *en principe* parler de la croissance économique. Mais trois aspects sont trop souvent entremêlés (volontairement ?) : l'économie (mesurée par le PNB ou produit national brut), le niveau de consommation de ressources naturelles (mesuré par les matières, énergie ou espaces extraits de la nature) et le bien-être/qualité de vie.

De nombreux indices ont été développés pour mesurer le bien-être. C'est ce bien-être que l'on voudrait voir croître ou au moins se stabiliser. Le PNB n'est que la valeur des produits et services échangés. Cela ne représente rien de fondamentalement négatif mais rien non plus de fondamentalement positif : l'augmentation des accidents et des maladies par exemple est un moyen de croître économiquement. La croissance matérielle est une augmentation de la consommation de ressources naturelles, elle représente une augmentation des impacts écologiques. Jusqu'à un certain point, elle peut être liée à une croissance de la qualité de vie, mais lorsque les impacts deviennent trop importants, elle la réduit. Depuis les années 70, la croissance ne semble plus accroître la qualité de vie, principalement à cause de la croissance des dégâts écologiques et sociaux.

### **AUGMENTER LA VALEUR, PAS LE NOMBRE**

Jusqu'à aujourd'hui, la croissance économique a toujours signifié que l'on extrait toujours plus de ressources naturelles. La croissance économique est alors corrélée (ou accouplée) à

la croissance "matérielle" (si on prend en compte les effets hors des frontières). Et pour cela elle représente quelque chose de négatif, lié à toutes sortes d'impacts écologiques.

Pourtant il y a deux manières de faire croître l'économie :

¥ par une augmentation globale de la valeur des produits et services échangés : en augmentant le prix des pièges à souris, par exemple, ou des kilomètres parcourus en auto, et un peu des revenus (équitables) en même temps. On pourrait aussi reconnaître une valeur à de nombreuses formes d'art et au travail bénévole ;

¥ par une augmentation du nombre de produits ou services échangés : en augmentant le nombre de pièges à souris ou le nombre de kilomètres de transport.

"Découpler" la consommation de ressources de la croissance économique pourrait se faire de façon artificielle et relativement bénigne par la première manière. De façon générale, la croissance économique serait possible avec une baisse de la consommation de ressources, mais cela impliquerait de transformer de fond en comble le fonctionnement de l'économie. Mais ce n'est pas de cette économie-là dont parlent les médias et les dirigeants.

Nos experts parlent bien d'augmentation du *nombre* de produits ou services échangés comme étant importante pour la croissance. La croissance de la consommation d'énergie et des transports est déjà prévue. Au lieu d'augmenter, la valeur des produits et services tendent à baisser à service équivalent pour créer une augmentation de la demande. Reste donc la cure d'efficacité, chaque produit ou service doit réduire son impact de façon très importante pour contrebalancer l'augmentation de leur nombre. Pourtant cette méthode a prouvé son incapacité jusqu'à maintenant : aucun découplage ne s'est jamais produit au niveau global malgré les discours dans ce sens. Et elle reste vouée à l'échec dans le contexte actuel si l'on considère l'effet rebond. Le découplage entre croissance économique et croissance matérielle risque d'être bien insuffisant voire inexistant.

### **L'EFFET REBOND(38)**

Le concept d'effet rebond est apparu aux temps de la première crise pétrolière, quand de nombreuses techniques d'économie d'énergie ont vu le jour. Des scientifiques ont alors relativisé les gains obtenus par les techniques d'économie d'énergie en calculant les augmentations de consommation liées à ces nouvelles techniques. Les lampes économes, par exemple, tendent à être utilisées plus longtemps que les lampes normales parce qu'elles coûtent moins cher à l'usage. L'effet rebond est alors défini comme "une augmentation de la consommation d'un produit ou service dû à une réduction de son prix de revient." Il s'est avéré que ce problème n'est pas si important dans le domaine énergétique mais une brèche a été taillée dans la sacro-sainte efficacité censée résoudre tous les problèmes écologiques.

Puis le concept d'effet rebond s'est élargi pour prendre en compte les augmentations de consommation qui se reportent sur d'autres produits ou services. Par exemple, les gains des économies d'énergie pourront être utilisés pour voyager. De façon plus large, l'effet rebond prend en compte les changements d'équilibres économiques et de plus larges transformations de la société. Par exemple, acheter une voiture soutient le réseau routier face à d'autres alternatives, ce qui a pour effet une réorganisation de la société et va par exemple favoriser les supermarchés et créer encore plus de consommation.

Et le concept s'est étendu à d'autres aspects que les coûts directs, tels la notion de temps. Par exemple, les moyens de transport rapides, censés économiser du temps, amènent un accroissement des distances parcourues qui, non seulement ne font plus alors gagner de temps, mais augmentent d'autant plus l'usage de ce moyen de transport et les impacts qui en découlent.

Le mécanisme responsable est cette fixation à innover non pas réellement pour un bien-être

écologique et social mais pour supprimer les limites à une augmentation de la consommation. En effet, réussir à vivre de façon frugale implique en premier lieu d'être conscients de nos limites, de façon à se limiter à ce dont nous avons vraiment besoin. Nous éviterons un achat, nous limiterons l'usage d'un produit, s'il nous coûte trop cher, si nous n'avons pas le temps de l'utiliser, s'il est trop dangereux, s'il nous demande trop d'efforts, s'il risque de nous ruiner la santé, s'il utilise trop d'espace, si son poids est trop important. L'innovation tend justement à réduire toutes ces limites et à le promouvoir dans des publicités. Les produits deviennent bon marché, rapides, sûrs, sans effort, bons pour la santé, légers et petits, ou bons pour l'environnement. Alors pourquoi se limiter ? A terme cette augmentation de consommation peut supprimer les bénéfices attendus et amener d'autres problèmes. Ainsi les voitures nous permettent de voyager plus mais nous supprimons alors le temps que nous étions censés gagner et nous créons de la pollution, du bruit, des morts... De même, les technologies de l'information amènent de fait un accroissement de la consommation de papier et des transports, de par l'augmentation des communications. On retrouve ce problème dans le domaine de la sécurité même, l'airbag tend à créer plus d'accidents car les automobilistes se sentent en sécurité pour rouler plus vite. Les mesures anti-congestion en augmentant la capacité créent un appel d'air, une demande, pour plus de trafic avec toutes ses conséquences environnementales, et un nouvel embouteillage se créera à un niveau de circulation plus élevé.

Défini de façon très générale, l'effet rebond est l'augmentation de consommation liée à la réduction de ce qui limite l'utilisation d'une technologie.

Il serait très hypocrite d'expliquer que l'effet rebond est une grosse malchance et que les industriels rêvaient d'une stabilisation de la consommation. Non, l'effet rebond est un effet voulu pour augmenter les ventes et les profits par augmentation de la demande. Ainsi il a été planifié que le TGV permettrait d'augmenter les déplacements d'une manière considérable entre Paris et Lyon, c'est aussi un effet espéré qu'Internet permette, grâce à son efficacité, d'augmenter les ventes de produits en valeur absolue. De même les économies d'échelle ne sont pas conçues pour l'écologie mais pour vendre plus tout simplement.

### **L'ÉCOLOGIE, C'EST DÉBONDIR !**

Mais le rebond n'est pas inévitablement lié à l'efficacité et aux produits écologiques. Un produit ou service écologique peut créer d'autres limites à la consommation et par là même créer un effet "débond" cette fois-ci. Par exemple, les déplacements utilitaires à vélo tendent à réduire les kilomètres parcourus, et à consommer relativement moins. Le partage d'automobiles tend à réduire leur usage. Des activités comme le jardinage, la randonnée, les longs repas sont extrêmement écologiques car leur lenteur réduit le temps disponible pour d'autres activités plus polluantes. Acheter des produits chers de bonne qualité, ou bons pour la santé comme les produits biologiques nous font "débondir" en rendant notre budget inutilisable à l'achat de produits de mauvaise qualité et polluants. D'une façon générale, toutes les activités qui prennent du temps, demandent un certain effort ou nous coûtent cher (pour de la bonne qualité) sont les meilleures pour éviter le rebond. La question que l'on est en droit de se poser est de savoir comment convaincre les entreprises de laisser de côté leurs stratégies de pousser à toujours plus de consommation (que ce soit des produits ou des services) car cela semble à la base de leur façon de fonctionner.

Les solutions politiques foisonnent. Cet effet rebond qui ruine les avancées écologiques devrait être mieux documenté, et l'information diffusée, notamment en publiant les informations sur les choix les plus écologiques par euros à dépenser ou par heure d'activité. Une autre possibilité est de limiter les extractions de ressources à la source par des quotas qui réduisent au fur et à mesure ou au moins pour les importations, ce qui permettrait de

limiter de plus en plus les extractions de pétrole, de métaux, de bois... Ceci aurait pour effet d'augmenter leur prix, et donc de permettre à ceux qui vivent de l'extraction de ces ressources de gagner autant en travaillant moins. Une autre mesure complémentaire est de créer des "réserves de ressources naturelles", des espaces où les ressources seraient laissées à jamais, comme dans les parcs nationaux, mais ceux-ci sont bien trop limités. La baisse du temps de travail permet de réduire les revenus et donc les consommations tout en rendant possibles les activités lentes et l'auto-production. Les éco-taxes permettent "d'internaliser les externalités" (intégrant par exemple le coût des marées noires dans le prix du pétrole). Elles permettent aussi d'augmenter de façon générale les prix des produits pour réduire le rebond. Une autre solution serait la mise en place de nouvelles limites artificielles pour remplacer celles qui sont réduites par les innovations de produits et de services. Cela est possible par exemple en maintenant des niveaux de capacité réduite sur les routes ou en favorisant le niveau local dans les communications et les échanges.

### **L'INNOVATION DE STYLE DE VIE FRUGAL**

L'innovation s'est focalisée sur les produits et les services, et a créé cet effet rebond. Il est un domaine où l'innovation peut vraiment porter ses fruits : c'est le domaine des actions personnelles. L'innovation de produits ou services doit laisser place à "l'innovation de style de vie" pour une réduction de nos consommations. Dans cet ordre d'idées et par rapport aux appels aux "consommateurs-soldats", il importe de refuser de participer, de *désert* le style de vie consommateur pour qu'un autre type d'économie se développe, basé sur l'entraide, la convivialité, la réponse aux vrais besoins et non pas ceux créés par la publicité et la mode. Cette économie ne serait pas basée sur cet apport toujours plus important de ressources naturelles avec les problèmes économiques et sociaux qui en découlent.

## L'ABONDANCE DURABLE

**Vouloir remettre en cause la croissance ne peut se faire sans remettre en cause l'économie de marché. Penser un autre système économique où les ressources sont distribuées équitablement devrait permettre de sortir de la société de consommation, et donc d'arriver à un niveau soutenable.**

L'article-manifeste de Vincent Cheynet et Bruno Clémentin constitue une mise au point nécessaire. A nous de comprendre que l'expression "décroissance soutenable" n'est pas simplement un meilleur terme pour dire "croissance soutenable". Elle enjambe sur un changement de culture. Il s'agit en effet de passer d'une société aux besoins infinis, disproportionnés par rapport aux ressources et injustement répartis, à une société dont les besoins seraient "justes" au double sens de justice sociale et d'adéquation au capital planétaire disponible.

Si ce message pouvait se concrétiser, la fin du siècle serait sans aucun doute plus vivable. J'en approuve donc totalement les attendus. Il manque cependant de recul par rapport au système qu'il critique et d'ambitions à la hauteur des possibilités qui sont aujourd'hui les nôtres.

### LE NEZ SUR LE GUIDON

Ses auteurs ne m'en voudront pas, j'espère, si je les décris le nez sur le guidon. Ils ne ménagent certes pas leurs efforts, mais participent malgré eux à une course jouée d'avance. Cette course est celle du Marché, auquel le modèle qu'ils proposent consent d'ailleurs une part. Or ce Marché n'a de sens que si on y fait des *bénéfices croissants*, synonymes de Croissance.

Dans une économie de marché, il ne peut pas y avoir de bénéfice "en équilibre", ou ce ne seraient plus des bénéfices. Dans une économie de marché, aucun entrepreneur ne peut maintenir son entreprise sans faire des bénéfices *croissants*. Il est toutefois injuste de décrire l'entrepreneur comme avide de bénéfices uniquement pour les bénéfices et pour mener grande vie. Il ne peut pas ne pas en faire et en chercher toujours davantage. Ils le garantissent contre les perfectionnements techniques dont ses concurrents risquent de s'emparer avant lui, ils lui permettent d'occuper plus largement son "créneau", etc.

On ne peut s'en prendre à "la croissance" sans s'en prendre au marché, ni aux instances mises en place pour "réguler" ledit marché, en d'autres termes sauver sa profitabilité par tous les moyens.

Mais pour que le marché soit favorable aux entreprises, pour leur assurer des bénéfices croissants pour que l'abondance des produits et services ne fasse pas chuter les prix il faut *limiter* constamment le nombre de ces produits, pour en rendre les clients captifs. Il faut *réduire* le nombre de concurrents, les mettre à sa botte. Il faut *sélectionner* les technologies profitables, notamment celles qui diminuent le nombre d'emplois. Il faut constamment

*assainir* les marchés par des destructions, des quotas, des mises en jachère, des restructurations, des mesures qui bafouent la liberté des peuples à se nourrir, s'éduquer, s'équiper, décider eux-mêmes.

Il est donc clair que les plus en avance en matière d'écologie, en s'engageant pour "la croissance soutenable", se trompent encore de combat.

Ils justifient les impératifs *raréficateurs* que l'économie actuelle cultive sous couvert de Croissance. Ils négligent que les malheurs qui menacent la planète et ses usagers sont en fait imputables à la victoire de l'humanité sur la pénurie et son *détournement* permanent par les raréfactions (voir plus haut) qu'exige le "bon" fonctionnement du marché.

A cette victoire tous les peuples ont participé, et à tous les échelons. Même s'ils ne l'ont pas expressément voulue, elle est là, disponible sous la forme d'un immense potentiel technique dans lequel il est aujourd'hui facile de puiser pour le bien comme pour le mal. On n'a pas le droit de la leur voler.

Faisant preuve d'un minimum de cohérence avec ses idéaux et l'observation des faits, ceux qui ont le coeur à gauche s'honoreraient donc en rompant avec le thème démagogique de "la redistribution plus juste", qui sacrifie au totalitarisme de marché. Pourquoi ne mettraient-ils pas *l'abondance durable* à l'ordre du jour ? C'est en tout cas à travers elle, quant à nous, que nous envisageons la décroissance soutenable.

### LOIN DES GADGETS

Prenons du recul. Nous avons aujourd'hui les moyens de résoudre tous les *besoins* quasiment en temps réel. Nous en sommes empêchés par la non-profitabilité primaire (voir l'affaire des médicaments contre le sida) ou secondaire (par surproduction ou saturation du marché : voir téléphones portables et autres trotinettes). Mais nous en sommes avant tout empêchés par le fait qu'il nous faut, pour survivre, avoir un salaire que seules les entreprises à forte profitabilité peuvent offrir et supprimer à leur gré.

Beaucoup plus grave, et qui reste encore largement inaperçu, est le fait que les usagers que nous sommes n'ont pas la maîtrise de leurs usages.

Ces usages, ils sont réduits à les penser en terme de *besoins*, précisément, des besoins qu'il leur faut résoudre en dépensant les salaires qu'ils ont gagnés en participant eux-mêmes à cette réduction.

Sur le thème de l'efficacité, de l'économie, de la rapidité, de la modernité, du "mieux", voire de "respects" bien ciblés, ils se laissent imposer ou s'imposent à eux-mêmes un mode de vie qui passe par la faible qualité des produits et des services. Ce qui les oblige à chercher des compléments obésifiants à leur alimentation carencée, à renouveler plus souvent leur parc de machines, à les doubler ou tripler par d'autre tout aussi futiles et vicelardes. Du coup la croissance devient insoutenable et la décroissance inenvisageable.

L'histoire des États officiellement reconnus comme totalitaires l'a suffisamment montré : la maîtrise de l'instrument de production ne résout pas le problème. Soumise aux impératifs prix-profits, la production par petites unités, communalisées et autogérées, ne réduirait pas pour autant le surgâchis de l'offre et de la demande.

La maîtrise de l'instrument de production et celle de leurs usages par les usagers ne peut être envisagée sérieusement, *dans un premier temps tout au moins*, qu'à partir du moment où les usagers tireront leur revenu (et non plus leur salaire) directement de la masse des produits et services aujourd'hui disponibles avec de moins en moins de travail.

Ce revenu "direct" et inconditionnel calculé en chiffrant la *valeur d'usage* des produits et services, il ne sera plus nécessaire de *créer du travail salarié* pour survivre et faire survivre

des entreprises qui ont de moins en moins l'usage de travailleurs.

N'est-ce pas là ce qu'on appelle "revenu d'existence" ? Tel qu'il est actuellement conçu, celui-ci, hélas, est financé par ses généreux promoteurs par ce qu'autorise la redistribution étatique, elle-même asservie aux profits des entreprises.

Comme tous les nécessaires revenus de complément, il sera donc à la merci des politiques actionnariales et assujettira plus durement encore les usagers aux impératifs de la Croissance !

### LA DÉMOCRATIE DES USAGERS

Envisageons dans un premier temps, avons-nous dit de distribuer à tous les usagers, de leur naissance à leur mort, un revenu proportionnel aux richesses disponibles.

1. Le chômage ne menace plus personne.
2. L'existence n'est plus divisée en trois périodes quasi étanches. Chacun pourra poursuivre ses activités favorites aussi longtemps qu'il le désire sans menacer l'emploi de quiconque.
3. Vous "démocratisez" une capacité jusqu'à présent réservée aux classes possédantes ou des cas d'exception : celle de s'investir à tout âge dans les activités de son choix.
4. N'ayant plus pour but le profit monétaire, l'éventail des activités est profondément modifié. Vous pourrez consacrer tout le temps que vous voudrez à la recherche, à réfléchir à ce que vous faites de votre vie, à la pertinence des produits et services encore considérés comme indispensables, à améliorer ce qu'on appelle les conditions de travail", devenues des conditions de responsabilité et de bonheur.
5. Tout ce qui sera entrepris pourra l'être à titre expérimental, contrôlé et réversible.
6. La liberté d'entreprendre connaîtra un essor que les plus "libéraux" n'ont jamais osé espérer.
7. Aucun peuple ne sera plus laminé par des modes de vie ou des techniques qui leur sont étrangers.

Toutes sortes d'idées généreuses comme celles exprimées dans l'article auquel nous répondons vont déjà dans ce sens. Mais elles sont marquées par la façon même dont le *Marché raréfacteur* nous a appris à voir l'avenir : étrié et malheureux.

Dans ce sens aussi vont des "mesures" dont personne ne se plaint mais qui n'interviennent qu'à titre de pansements sur les plaies produites par l'économie de marché. Ex : le RMI, les allocations de rentrée scolaire, l'abaissement de la durée du travail, la formation continue, le commerce éthique, les dettes qu'on éponge, les SEL...

Beaucoup d'autres passent inaperçues ou sont tenues pour folkloriques. Cette erreur d'appréciation tient au fait que nous ne disposons pas de méthode de lecture ou de projet de société qui les valoriserait.

Nous devons donc y être attentifs et les adapter non plus aux modèles actuels mais mettre en oeuvre des fondamentaux politiques en accord avec les possibilités qui sont aujourd'hui les nôtres. C'est l'hypothèse de travail adoptée par la revue *Prosper*, qui poursuit et rénove ainsi les options connues sous le nom de distributisme.

*Dans un deuxième temps*, mais pourquoi pas tout de suite ? il sera possible d'envisager de s'en tenir uniquement à une comptabilité matière et de suspendre l'usage même de la monnaie.

La chose est encore difficile à imaginer. Mais elle rendrait caduque toute discussion sur l'égalité ou l'inégalité des revenus. Or c'est l'inégalité des revenus qui engage les classes les

mieux payées à une demande accrue de produits distinctifs, par lesquels elles justifient aujourd'hui les différences de salaires et justifieront demain les différences de revenus, avec les incidences immédiates et souvent dramatiques sur la quantité de travail, d'énergie, de matériaux nécessaires pour satisfaire cette demande. L'article auquel nous répondons le signale bien : la supériorité des revenus d'un vingtième de la population mondiale lui permet de s'arroger 80% de la consommation des ressources naturelles. L'écologie bien comprise est tout aussi incompatible avec le marché qu'avec la moindre différence de revenus.

## LA MAÎTRISE DU DÉVELOPPEMENT COMMENCE PAR CELLE DES USAGES

Mon but est ici de convaincre de centrer le combat, qui sera difficile et long, sur un objectif cent pour cent écologiste et social : la maîtrise de leurs usages par les usagers.

Dans les années 60, déjà, la technique délirante et la société de consommation furent mises en question dans de nombreux ouvrages. La critique de la technostrucure occupa peu à peu tout le terrain, sous la houlette de maîtres prestigieux. On prêta beaucoup moins d'attention aux thèses que Jean Baudrillard commença à développer (\*), faisant paraître que l'économie tout entière marchait "aux signes". En d'autres termes, que les "besoins" que nous "avons", nécessités de base ou désirs (de "standing", comme disait San Antonio), sont "travaillés" en profondeur par toutes sortes de signes de nécessité, d'amélioration, de modernité, d'intelligence, de "classe".

### DE LA VACHE BIAFRAISE À LA VACHE FOLLE

Ceci compris, ou intuitionné, une idée toute bête vous saisit : si l'économie en général (et la politique qui la soutient ou y ajuste les revendications des usagers) marche aux signes, comment influencer cette marche ?

Dans les années 60-70, malheureusement, aucun syndicaliste, communiste ou socialiste, n'était capable de voir plus loin que *lutte des classes* et prise du *pouvoir*. Mais pour en faire *quoi*? Les partisans de l'économie distributive, que j'ai pu alors rencontrer, étaient les tout premiers infatués de progrès et nous promettaient des lendemains d'abondance, toutes nécessités et désirs satisfaits.

Les écologistes sont nés sur cette planète-là et en ont, avec un souffle nouveau, repris les refrains. Ayant montré les dégâts, leur réflexion est partie dans deux grandes directions. La première, toute réformiste : meilleure utilisation, prévisions à long terme, etc. On s'acheminait donc déjà vers un modèle politique global, "soutenable" pour la planète. Progrès *mais...* La seconde développa des "alternatives", dont on gommait l'aspect technique (utiliser la force du vent ou l'agro-bio, qu'est-ce d'autre que des techniques ?) pour mettre en place une morale écolo, limitative qui exigeait des vertus ou des moyens hors de portée du vulgaire citoyen.

La famine au Biafra éclata. Les écologistes exploitèrent la catastrophe écologiste et les non-écologistes la catastrophe politique. On récita bravement le nouveau bréviaire et l'ancien aussi. Avec vos "signes", vous aviez l'air de quoi ? Quel meilleur symbole pourtant de ce qui nous attendait, que cette catastrophe authentiquement écologiste, couchant des milliers de Biafrais, et dont la véritable cause *était...*? *Était...* ? *Était*, figurez-vous, le code social local, un code qui vous invite à prouver à vos pairs que vous êtes riche *en achetant des vaches*. Le signe *vache* avait ruiné le pays.

Les quelques rares écolos qui toléraient d'entendre *ça* devenaient totalement sourds quand, avec des ruses comme on n'en prête qu'aux Sioux, vous avanciez que, sur une plus vaste échelle encore, les *signes* à travers lesquels les Occidentaux rivalisaient pour témoigner de leur participation à une certaine culture ruinaient la planète.

Trente ans plus tard, le signe *viande*, qui signifie l'accès du populaire à une alimentation "riche", a causé la vache folle. Le discours politique est un long fleuve tranquille.

### POLITIQUE DES USAGERS

Mais observons plutôt les 66% d'Allemands et les 56% de Français qui ont réduit leur consommation de viande bovine. Ils ont donc, ceux-là, loin des politiques, pensé, chacun tout seul, ce qui finit par faire beaucoup de monde, à se nourrir *eux*, et à changer *leurs usages*. Ils ont réagi en *usagers*!

Alors de deux choses l'une. Ou bien on prend en compte leur *nombre* pour gérer la politique agricole commune et faire du profit sur la vache "bio".

Ou bien on décide de perturber le cours tranquille du fleuve économique-politique. On décide de donner à un comportement proprement uso/logique les résonances écologiques et sociales qu'il mérite.

En écologie rigoureuse, en effet, tout ce qui peut contribuer au bien-être des usagers et à la sauvegarde de la planète *doit* pouvoir être produit sans retard et aussitôt disponible à l'achat.

Or nous avons aujourd'hui largement les moyens de produire utile, sain, durable et beau.

Qu'est-ce qui nous en empêche ? Sur les rives du long fleuve tranquille, vous entendrez chanter les *capitalistes*, sur l'air des lampions. Ils sont donc bien méchants ? Mais comment survivraient-ils, et *nous* qui allons dans le mur avec eux, en travaillant et achetant chez eux, s'ils ne faisaient pas, à n'importe quel prix écologique et social, des bénéfices ? Des bénéfices *redistribués* sous forme de dividendes à leurs actionnaires, de nouveaux investissements, de postes salariés, de taxes et d'impôts ?

L'état du marché, qui commande leurs bénéfices, commande donc aussi les rentrées de l'État, la politique en général : la façon dont les entreprises les plus puissantes absorbent les concurrentes, ou dont les États les plus riches imposent leurs modèles aux autres. Il commande aux États d'aider à la croissance d'où ils tirent de quoi panser quelques plaies écologiques et sociales, choisies parmi les plus symboliques. Il commande le nombre de travailleurs qui seront privatisés par l'embauche. Il commande l'asservissement des usagers salariés à une certaine production et productivité, et celle des assistés à leurs allocations. Il commande non seulement la quantité des produits et services disponibles, mais leur qualité. Sous couvert d'abondance, il réduit constamment le choix des usagers et les oblige à dépenser leurs revenus sur des produits ciblés en fonction des profits réalisables sur le marché.

L'alternative distributiste, elle, permet de disjoncter absolument du marché. Elle donne de ce fait aux usagers un pouvoir maximum sur leurs usages. Elle offre aussi aux écologistes qui voient loin, comme ceux qui introduisent aujourd'hui la décroissance soutenable, l'occasion d'une sortie par le haut.

## J'AI FAIT UN CAUCHEMAR

**Il faudrait finalement peu de choses pour que s'engage la décroissance... Mais c'est une idée tellement incompréhensible pour nos économistes que cela pourrait entraîner une désorganisation rapide de la société. Une petite histoire de décroissance possible pour illustrer cela...**

Les accidents de la route ayant augmenté de façon significative, le gouvernement mit en place une campagne de presse intensive pour faire cesser ce fléau. A la surprise générale, les Français se laissèrent convaincre et changèrent peu à peu leur comportement. Ils utilisèrent davantage les transports en commun, respectèrent strictement le code de la route et commencèrent à avoir, en tant qu'automobilistes, de l'attention pour leurs concitoyens.

Le gouvernement se félicita de la diminution des accidents qu'il attribua à la pertinence de son programme et à la force de conviction de ses ministres. L'étonnement fut grand lorsqu'il apparut que le mouvement s'amplifiait. S'identifiant de moins en moins à leur voiture, les Français n'en firent plus le support essentiel de leurs loisirs et de leur standing. Les cadres découvrirent qu'ils pouvaient exister sans voiture de prestige, et les petits marquis des cabinets ministériels qu'il y avait une vie après la Safrane. La consommation de voitures baissait.

Les proclamations d'autosatisfaction du gouvernement se raréfièrent. Le lobby des constructeurs automobiles se lança dans une campagne de presse pour exalter le risque, le panache en voiture. Rien n'y fit et, peu à peu, les accidents de la route devinrent exceptionnels. Le syndicat de la réparation automobile, touché de plein fouet par cette situation, vit fondre de 70% ses effectifs. Le renouvellement du parc automobile se ralentit, malgré les primes que le gouvernement versait aux acheteurs, et l'on vit croître dangereusement le stock de voitures invendues. On annonça quelques suicides d'experts en "flux tendus". Les compagnies d'assurance furent gravement sinistrées par la diminution des contrats et la généralisation des bonus qui réduisirent considérablement leur flux de trésorerie. Les services des urgences des hôpitaux présentèrent des bilans catastrophiques car ils n'arrivaient plus à amortir leurs investissements très sophistiqués. Faute de clientèle, nombre de centres de rééducation fonctionnelle fermèrent leurs portes. La situation fut jugée grave par le gouvernement qui commanda des études à des experts. Ceux-ci chiffrèrent à 300 000 la disparition d'emplois dus à ce nouveau comportement des Français (39). D'après leurs calculs, le seuil d'accident était tombé trop bas et, si l'on voulait la reprise, il convenait de revenir à un nombre d'accidents plus conforme au "cercle de la raison" économique.

Rien n'y fit ! Les Français étaient devenus désespérément sages et appliquaient ce que depuis des lustres, on leur présentait comme un comportement responsable et civique.

Non seulement l'automobile fut atteinte, mais la consommation d'alcool et de tabac diminua, entraînant de graves pertes de ressources fiscales pour l'État et des disparitions d'emplois tant dans le secteur de la production que dans celui de la santé. Le plaisir de savourer le temps, les êtres et les choses remplaçait peu à peu la frénésie de les consommer.

Les dernières tentatives gouvernementales pour débusquer des gisements d'emplois dans les services aux personnes ne donnèrent plus que des résultats modestes, car de plus en plus de personnes avaient du temps pour s'intéresser à leurs proches et à leurs amis. Grâce à une

poussée d'attentats terroristes, on vit un moment la courbe de l'emploi se redresser légèrement du fait de la création systématiques de vigiles dans les magasins. Mais les destructions opérées et les emplois générés restaient largement insuffisants pour relancer la machine économique. Le PIB s'effondrait et l'on commença à entendre tel ou tel expert affirmer : "Au fond, ce qu'il nous faudrait, c'est une bonne guerre"...

En ce lundi matin, je fus réveillé en sursaut par mon radioréveil. Le journaliste expliquait que le bilan des accidents de la route du week-end restait dans la norme saisonnière. Les kilomètres de bouchon à l'entrée des grandes villes ne subissaient pas de variation significative. La consommation d'alcool, de tabac, de "vache folle", l'exposition à l'amiante et à la pollution permettait d'envisager des créations d'emplois dans le domaine sanitaire. Grâce au stress généralisé des salariés qui avaient peur de perdre leur emploi et à celui des chômeurs qui n'en trouvaient pas, la France restait championne du monde dans la consommation d'antidépresseurs. Et l'on annonçait de prochaines manifestations de chauffeurs routiers, car le protocole d'accord signé après le dernier mouvement de grève n'avait pas été respecté. Je retrouvais un monde familier. L'économie se portait bien. Je n'avais fait qu'un cauchemar...

## NOTES

**(1)** Statistical Review of World Energy

**(2)** Gaz de France

**(3)** Commission des communautés européennes, 2000.

**(4)** *La décroissance*, Nicholas Georgescu-Roegen, Éditions Sang de la Terre.

**(5)** *L'Écologiste*, n°2, Hiver 2000. Éditorial d'Edward Goldsmith.

**(6)** Donnée : Ministère allemand de l'environnement.

**(7)** Cité par Mauro Bonaïuti, *La teoria bioeconomica. La "nuova economia" di Nicholas Georgescu Roegen*, Carocci, Rome 2001, p. 53.

**(8)** J. Pessey, *Economic analysis of sustainable growth and sustainable development*, World Bank, Environment department, working paper n° 15, 1989

**(9)** Christian Comeliau, *Développement du développement durable, ou blocages conceptuels ?* Tiers-Monde, n° 137, Janvier-mars 1994, pp. 62-63.

**(10)** Cité par Jean Marie Harribey, *L'économie économe*, L'harmattan, Paris 1997.

**(11)** Carla Ravaoli, "Lettera aperta agli economisti. Crescita e crisi ecologica". *Manifesto libri*2001, p. 20.

**(12)** *Green magazine*, mai 1991. Cet exemple comme les précédents est tiré de Hervé Kempf, *L'économie à l'épreuve de l'écologie*, Hatier, col. enjeux, Paris 1991, pp 24/25.

**(13)** Carla Ravaoli, op. cit. p. 30

**(14)** *Changer de cap*, Dunod, 1992, p. II.

**(15)** Carla Ravaoli, op. cit. p. 32.

**(16)** Gérard de Bernis, *Développement durable et accumulation*, Tiers-Monde, n° 137, p. 96.

**(17)** Mesatovic et Pestel, *Strategie per sopravvivere*, Mondadori, Milano, 1974.

**(18)** Une augmentation du revenu (au sens hicksien) sans atteinte au capital naturel permettrait d'affirmer qu'une croissance soutenable est une contradiction dans les termes, pas un développement durable. Voir Gianfranco Bologna et alii, "Italia capace di futuro" WWF-EMI, Bologne, 2001, pp 32 et ss.

**(19)** NGR. 1989 p.14, cité Bonaïuti, p. 54

**(20)** En dépit de la coquetterie que l'on se donne de contester la sagesse des "bons sauvages", celle-ci se fonde tout simplement sur l'expérience. Les "bons sauvages" qui n'ont pas respecté leur écosystème ont disparu au cours des siècles.

**(21)** Cette observation de Castoriadis rejoint la sagesse millénaire évoquée déjà par Cicéron

dans le "de senectute". Le modèle du "développement durable" mettant en oeuvre le principe de responsabilité est donné par un vers de Caton : "Il va planter un arbre au profit d'un autre âge." Il le commente ainsi : "De fait, l'agriculteur, si vieux soit-il, à qui l'on demande pour qui il plante, n'hésite pas à répondre : "Pour les dieux immortels, qui veulent que, sans me contenter de recevoir ces biens de mes ancêtres, je les transmette aussi à mes descendants." Cicéron, Caton l'ancien (de la vieillesse), VII-24, *Les belles lettres*, Paris 1996, p. 96.

(22) Mauro Bonaïuti, *La "nuova economia" di Nicholas Georgescu Roegen*, Carocci, Rome 2001, pp. 109 et 141.

(23) Ibidem, p. 140.

(24) Op. cit, p. 63.

(25) Marie-Dominique Perrot, *Mondialiser le non-sens*, L'Âge d'homme, Lausanne, 2001, p. 23.

(26) On trouvera une bibliographie exhaustive des rapports et livres parus sur le sujet depuis le fameux rapport du Club de Rome, dans Andrea Masullo, *"Il pianeta di tutti. Vivere nei limiti perchè la terra abbia un futuro"* EMI, Bologne, 1998.

(27) Sous la direction de Gianfranco Bologna, *Italia capace di futuro*. WWF-EMI, Bologne, 2001, pp. 86-88.

(28) E. Goldsmith, *Le défi du XXI<sup>e</sup> siècle*, Le rocher, 1994, p. 330.

(29) Hervé René Martin, *La mondialisation racontée à ceux qui la subissent*, Climats, 1999, p. 15.

(30) Kate Soper, *Écologie, nature et responsabilité*, Revue du MAUSS n° 17, premier semestre 2001, p. 85.

(31) Sanne C, Energy Policy, 2000. 28(6-7) ; 487-96; Greening, LA et al. Energy efficiency and consumption - the Rebound Effect - a survey, Energy Policy, 2000 (6-7), p. 389-401 ; Mathias Biswanger, Technological progress and sustainable development : what about the Rebound Effect ? Ecological Economics 36 (2001) 119-132.

(32) Schneider, Mesicek, Hinterberger, Luks, "Ecological Information Society - Strategies for an Ecological Information Society" dans "Sustainability in the Information Society", Hilty, M.L., P.W. Gilgen (Eds.), part 2, p. 831-839, Metropolis-Verlag, Marburg.

(33) Voir par exemple les travaux de l'Institut Wuppertal ou du Sustainable Europe Research Institute. <http://www.seri.at>

(34) Une fois ce problème résolu nous pourrions aussi nous attacher à mieux partager les moyens d'utiliser toutes ces ressources, de nombreux brevets industriels indispensables sont par exemple détenus par les pays riches au mépris de nos principes d'égalité.

(35) F. Schmidt-Bleck, The Factor 10/MIPS concept - Bridging Ecological, Economic, and social Dimensions with Sustainability Indicators. Ces chiffres datent et la situation semblerait avoir empiré, mais nous les adoptons en gardant en mémoire que ces calculs sous-estiment certainement la gravité du problème.

(36) US Bureau of the Census, Base de données internationale, <http://www.census.gov/ipc/www/worldpop.htm>

(37) The environmental Kuznets curve hypothesis does not hold for material flows, Seppala, Tomi, Hankioja, Teemu and Kaivo-oja, Jari, troisième conférence de l'ESEE, 3-6 May 2000, Vienne, Autriche, et de nombreux autres articles de cette conférence.

(38) Atelier "consommation soutenable et effet rebond" au 7<sup>e</sup> ERCP Lund, Suède, Mai 2001, <http://www.iiee.lu.se/ercp>

(\*) Dans *Le système des objets, La société de consommation, Pour une économie politique du signe*, tous ouvrages publiés en "poches".

(39) Voir "L'impact socio-économique des accidents de la route", revue *Handicaps et inadaptations*, Cahiers du CTNERHI, n°59, juillet 1992.

